

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

11 mars 2021

PROPOSITION DE LOI

**instaurant un congé parental
pour les parents d'accueil**

AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Voir:

Doc 55 **0316/ (S.E. 2019)**:
001: Proposition de loi de Mme Van Vaerenbergh.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

11 maart 2021

WETSVOORSTEL

**tot invoering van een ouderschapsverlof
voor pleegouders**

ADVIES VAN HET REKENHOF

Zie:

Doc 55 **0316/ (B.Z. 2019)**:
001: Wetsvoorstel van mevrouw Van Vaerenbergh.

04218

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)



Traduction NC/CP

Avis concernant quatre propositions de loi jointes instaurant un droit au congé parental en faveur des parents d'accueil en cas de placement familial de longue durée (DOC 55K0316, 55K1255, 55K1421 et 55K1585)



1 Demande d'avis

La commission des Affaires sociales, de l'Emploi et des Pensions a demandé à la Cour des comptes d'estimer l'incidence budgétaire des quatre propositions de loi jointes suivantes :

- la proposition de loi du 13 septembre 2019 instaurant un congé parental pour les parents d'accueil, déposée par Mme Kristien Van Vaerenbergh (DOC55 0316/001) ;
- la proposition de loi du 14 mai 2020 accordant le droit au congé parental aux parents d'accueil dans le cadre du placement familial de longue durée, déposée par Mme Nahima Lanjri (DOC55 1255/001) ;
- la proposition de loi du 6 juillet 2020 modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 1997 relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle en vue d'instaurer un droit au congé parental en faveur des travailleurs qui assument un placement familial de longue durée, déposée par Mme Anja Vanrobaeys (DOC55 1421/001) ;
- la proposition de loi du 16 octobre 2020 modifiant la réglementation en vue d'ouvrir aux parents d'accueil le congé parental en cas de placement familial de longue durée, déposée par Mmes Evita Willaert, Marie-Colline Leroy et Cécile Cornet (DOC55 1585/001).

2 Estimation

L'estimation concerne les dépenses supplémentaires que les allocations de congé parental entraîneraient pour l'Office national de l'emploi (Onem). Chacune des quatre propositions de loi vise à étendre le bénéfice de ces allocations aux parents d'accueil, du moins dans la mesure où l'accueil dure plus de six mois, et ce aux mêmes conditions que celles prévues dans le régime existant (notamment en ce qui concerne l'âge requis de l'enfant).

L'estimation s'appuie sur l'hypothèse que les parents d'accueil feront valoir leur droit au congé parental dans les mêmes proportions que les autres parents. Dans un premier temps, elle a consisté à déterminer le nombre de parents auxquels l'Onem octroie des allocations de congé parental et le montant de ces allocations en fonction du nombre total d'enfants en Belgique. Elle s'est ensuite attachée à identifier la part du nombre total d'enfants se trouvant dans une situation de placement de longue durée. La combinaison des deux données renseigne sur le montant escompté des dépenses supplémentaires.

Tableau 1 : élargissement du droit au congé parental aux parents d'accueil (en cas de placement de longue durée)

	Nombre	Dépenses
(a) Enfants (< 18 ans)	2.312.040	
(b) Droit actuel au congé parental	68.688	184.041.742 €
(c) Enfants séjournant en famille d'accueil (< 18 ans) dans le cadre d'un placement de longue durée	6.296	



(d) Droit supplémentaire au congé parental pour la part que les enfants placés représentent dans le nombre total d'enfants	+ 0,272% = +(c)/(a)	+ 500.593 €
--	------------------------	-------------

Source : calcul de la Cour des comptes, réalisé sur la base des chiffres disponibles (voir commentaire)

Les données utilisées lors du calcul proviennent des sources suivantes :

- 1) Le nombre de congés parentaux en 2019 (exprimé en « unités physiques ») et les allocations y afférentes, qu'il est possible de consulter sur le site web de l'Onem : <https://www.onem.be/fr/statistiques-interactives>.

L'élargissement temporaire du droit au congé parental à la suite de la pandémie de coronavirus a tronqué la représentativité des chiffres de 2020.

- 2) Le nombre d'enfants (= groupe d'âge < 18 ans) au 1^{er} janvier 2020 selon les statistiques de Statbel sur la répartition de la population par sexe et groupe d'âge en Belgique :

<https://bestat.statbel.fgov.be/bestat/crosstable.xhtml?datasource=65ee413b-3859-4c6f-a847-09b631766fa7>.

Le congé parental n'est cependant octroyé que pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans, mais l'estimation tient compte de cette limite d'âge en s'appuyant sur le nombre d'enfants (placés) par rapport au nombre de congés parentaux.

- 3) Le nombre d'enfants placés (< 18 ans) en famille d'accueil depuis un an au moins au 31 décembre 2019, tel qu'il figure dans les rapports distincts des trois communautés. Les chiffres se rapportant spécifiquement aux placements pour une période de six mois ou plus (comme l'envisagent les propositions de loi) ne sont pas disponibles. Cependant, en raison notamment de la durée du congé parental, cela n'a aucune incidence significative au final sur le résultat de l'estimation.

- *Communauté flamande* : 4.576 enfants placés
7.756 enfants placés au 31 décembre 2019, et 59 % des hébergements en famille d'accueil relèvent de la catégorie « placement familial offrant une perspective – haute fréquence » ou concernent des enfants accueillis pendant plus d'un an dans une famille : *Registratierapport 2019 Pleegzorg Vlaanderen*, consultable sur : <https://www.pleegzorgvlaanderen.be/over-pleegzorg/pleegzorg-vlaanderen/pleegzorg-cijfers>.
- *Communauté française* : 1.662 enfants placés
Rapport d'activité 2019 de la Fédération des services d'accompagnement en accueil familial (FSAAF), consultable sur : <https://familledaccueil.be/content/uploads/2020/08/Rapport-dactivites-FSAAF-2019-Final-Version-site-internet.pdf>.
- *Communauté germanophone* : 58 enfants placés
https://www.ostbelgienstatistik.be/desktopdefault.aspx/tabid-3752/6781_read-39253/.

3. Conclusion

Les dépenses supplémentaires que générerait l'octroi des allocations de congé parental prévu dans les quatre propositions de lois sont estimées à 0,5 million d'euros sur une base annuelle.



Cette estimation se fonde sur le champ d'application le plus large prévu dans les quatre propositions de loi : il est impossible d'évaluer de manière suffisamment précise comment les dépenses supplémentaires se répartiraient entre les différents systèmes ou régimes de congé parental qui existent actuellement.

Il n'est pas non plus possible de calculer l'incidence budgétaire d'une constitution graduelle du droit au congé parental (voir l'article 2 de la proposition de loi 55 0316 : le droit à un congé parental est constitué proportionnellement à raison d'un mois par année d'accueil dans la même famille après des mêmes parents d'accueil). On peut toutefois supposer que cette incidence sur les dépenses globales estimées restera limitée.



**Advies bij vier samengevoegde wetsvoorstellen tot invoering van een recht op
ouderschapsverlof voor pleegouders bij langdurige pleegzorg
(DOC 55K0316, 55K1255, 55K1421 en 55K1585)**





1. Vraag om advies

De commissie voor Sociale Zaken, Werk en Pensioenen heeft het Rekenhof gevraagd de budgettaire impact te ramen van vier samengevoegde wetsvoorstellen:

- wetsvoorstel van 13 september 2019 tot invoering van een ouderschapsverlof voor pleegouders, ingediend door mevrouw Kristien Van Vaerenbergh (DOC55 0316/001);
- wetsvoorstel van 14 mei 2020 tot het verlenen van het recht op ouderschapsverlof aan pleegouders in het kader van langdurige pleegzorg, ingediend door mevrouw Nahima Lanjri (DOC55 1255/001);
- wetsvoorstel van 6 juli 2020 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 1997 tot invoering van een recht op ouderschapsverlof in het kader van de onderbreking van de beroepsloopbaan met het oog op de invoering van een recht op ouderschapsverlof voor de werknemers die langdurige pleegzorg verlenen, ingediend door mevrouw Anja Vanrobaeys (DOC55 1421/001);
- wetsvoorstel van 16 oktober 2020 tot wijziging van de reglementering, teneinde de pleegouders bij langdurige pleegzorg het recht op ouderschapsverlof toe te kennen, ingediend door de dames Evita Willaert, Marie-Colline Leroy en Cécile Cornet (DOC55 1585/001)

2. Raming

De raming betreft de te verwachten meeruitgaven voor uitkeringen ouderschapsverlof bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening (RVA). Elk van de vier wetsvoorstellen beoogt de toekenning van de uitkering uit te breiden tot pleegouders, althans in zoverre de pleegzorg langer dan zes maanden duurt, en dit onder dezelfde voorwaarden als de bestaande regeling (onder meer wat betreft de vereiste leeftijd van het kind).

De raming gaat uit van de veronderstelling dat pleegouders in dezelfde mate als andere ouders aanspraak zullen maken op het recht op ouderschapsverlof. Daartoe is eerst nagegaan voor hoeveel ouders en voor welk bedrag de RVA uitkeringen ouderschapsverlof toekent voor het totaal aantal kinderen in België. Vervolgens werd bepaald welk aandeel van het totaal aantal kinderen zich in een situatie van langdurige pleegzorg bevindt. De combinatie van beide gegevens levert dan de verwachte meeruitgaven op.

Tabel 1: uitbreiding recht op ouderschapsverlof tot pleegouders (bij langdurige zorg).

	Aantal	Uitgaven
(a) Kinderen (< 18 jaar)	2.312.040	
(b) Huidig recht op ouderschapsverlof	68.688	184.041.742 €
(c) Pleegkinderen (< 18 jaar) in langdurige zorg	6.296	
(d) Bijkomend recht op ouderschapsverlof voor het aandeel pleegkinderen op het totaal aantal kinderen	+ 0,272% = +(c)/(a)	+ 500.593 €

Bron: berekening Rekenhof op basis van beschikbare cijfergegevens (zie toelichting)



De berekening steunt op volgende gegevensbronnen:

- 1) Het aantal ouderschapsverloven in 2019 (in "fysieke eenheden") en de daaraan verbonden uitkeringen, te raadplegen op de website van de RVA:
<https://www.rva.be/nl/interactieve-statistieken>.
 Wegens de tijdelijke uitbreiding van het recht op ouderschapsverlof als gevolg van de Corona-pandemie waren de cijfergegevens voor 2020 niet representatief.
- 2) Het aantal kinderen (=leeftijdsgroep < 18 jaar) op 1 januari 2020 volgens de statistieken van STATBEL over de indeling van de bevolking per geslacht en leeftijdsgroep voor België:
<https://bestat.statbel.fgov.be/bestat/crosstable.xhtml?view=5fee32f5-29b0-40df-9fb9-af43d1ac9032>.
 Het ouderschapsverlof geldt evenwel enkel voor kinderen tot 12 jaar, maar dat gegeven is verwerkt door bij de raming de verhouding tussen het aantal (pleeg)kinderen en het aantal ouderschapsverloven die leeftijdsgrens in rekening te nemen.
- 3) Het aantal pleegkinderen (< 18 jaar) in pleegzorg van minstens een jaar op 31 december 2019 zoals vermeld in de afzonderlijke rapportering door de drie gemeenschappen. Specifieke cijfergegevens over pleegzorg van zes maanden of meer (zoals beoogd door de wetsvoorstellen) zijn niet beschikbaar, maar mede in combinatie met de duur van het ouderschapsverlof zelf geeft dit per saldo geen noemenswaardig effect op het resultaat van de raming.
 - *Vlaamse Gemeenschap*: 4.576 pleegkinderen
 7.756 pleegkinderen per 31/12/2019, en 59% van de pleegzorgsituaties is "perspectief-biedende pleegzorg met hoge frequentie" of kinderen die meer dan een jaar bij een gezin inwonen: Registratierapport 2019 Pleegzorg Vlaanderen, te raadplegen via:
<https://www.pleegzorgvlaanderen.be/over-pleegzorg/pleegzorg-vlaanderen/pleegzorg-cijfers>
 - *Franse Gemeenschap*: 1.662 pleegkinderen
 Activiteitenrapport 2019 FSAAF, te raadplegen op:
<https://familledaccueil.be/content/uploads/2020/08/Rapport-dactivites-FSAAF-2019-Final-Version-site-internet.pdf>
 - *Duitstalige Gemeenschap*: 58 pleegkinderen
https://www.ostbelgienstatistik.be/desktopdefault.aspx/tabid-3752/6781_read-39253/

3. Conclusie

De meeruitgaven voor uitkeringen ouderschapsverlof als gevolg van de vier wetsvoorstellen worden geraamd op 0,5 miljoen euro op jaarbasis. Deze raming gaat uit van het ruimste toepassingsgebied dat in de vier wetsvoorstellen is voorzien: het is niet mogelijk voldoende precies in te schatten hoe de meeruitgaven verdeeld zouden zijn over de verschillende bestaande stelsels of regelingen van ouderschapsverlof.

Het is evenmin mogelijk de budgettaire impact te berekenen van een graduele opbouw van het recht op ouderschapsverlof (cf. artikel 2 van het wetsvoorstel 55Ko316: opbouw a rato van één maand ouderschapsverlof per jaar pleegzorg in hetzelfde gezin bij dezelfde pleegouders). Het is echter aannemelijk dat die impact op de globale geraamde uitgaven beperkt zal zijn.